

# X La Turquie en froid avec les «Quinze»

## Le nouveau gouvernement veut réviser le traité d'union douanière.

La Turquie veut réviser son accord d'union douanière avec l'Union européenne. Annoncée hier par Bulent Ecevit, vice-Premier ministre et vieux leader charismatique de la gauche nationaliste turque, cette décision qui sera bientôt entérinée par le Conseil des ministres traduit le durcissement vis-à-vis des Quinze du nouveau gouvernement turc. Les autorités d'Ankara n'ont guère apprécié d'être exclues des plans d'élargissement de l'Union. L'irritation couvait en fait depuis plusieurs mois «*Nous avons cru que l'Union douanière serait un pas vers une adhésion pleine et entière mais cela ne s'est pas produit*», a affirmé le ministre des Affaires étrangères, Ismail Cem, précisant que le déficit commercial avec l'UE avait doublé entre 1995 et 1996 passant en un an de 5 milliards de dollars à 11 milliards de dollars. Aux termes de ce traité entré en vi-

gueur le 1<sup>er</sup> janvier 1996, la Turquie et les pays de l'UE levaient toutes les barrières commerciales sauf pour l'agriculture. Mais à cause du veto d'Athènes, les Européens n'ont toujours pas débloqué les quelque 3 milliards de dollars d'aides financières destinées à compenser le manque à gagner des industriels turcs. Bulent Ecevit était à l'époque hostile à la signature de cet accord. Revenu au pouvoir pour la première fois depuis vingt ans à la faveur de la coalition laïque droite-gauche dirigée par Mesut Yilmaz, il compte bien infléchir la politique extérieure de son pays en cette phase de malaise croissant dans les relations avec Bruxelles. Fin lettré, social-démocrate et nationaliste, Ecevit, 72 ans, était le Premier ministre qui en 1974, à la tête d'un gouvernement de coali-

tion avec l'islamiste Necmettin Erbakan, décida de l'invasion de Chypre pour venir en aide à la communauté turque après un coup d'Etat des extrémistes grecs qui voulaient rattacher l'île à la Grèce. Quelque vingt-trois ans plus tard, les troupes turques sont toujours dans le tiers nord de l'île où fut proclamée en 1987 une république turque de Chypre nord (RTCN) reconnue seulement par Ankara. C'est à l'occasion d'une visite dans le nord de l'île qu'il annonçait avant-hier un plan visant à «*l'intégration*» progressive de la RTCN à la Turquie. Un défi à l'UE si celle-ci entamait réellement des négociations pour l'intégration de la république de Chypre qui couvre le reste de l'île et reste la seule autorité internationalement reconnue. La Turquie rejette catégoriquement une en-

trée de Chypre dans l'UE avant qu'une solution soit trouvée au problème de l'île, ou avant qu'elle soit elle-même admise au sein de l'Union. Dix jours plus tôt, les représentants des deux communautés avaient pour la première fois depuis trois ans commencé à négocier directement aux Etats-Unis sous la houlette de l'ONU. Ils devaient se revoir à la mi-août à Genève. En durcissant le ton vis-à-vis des Européens sur ce dossier, les autorités turques savent pouvoir compter sur une certaine compréhension de Washington. L'envoyé spécial américain pour Chypre, Richard Holbrooke, avait mis en garde la semaine dernière l'UE contre des négociations sur l'intégration de Chypre qui «*ne prendraient pas en compte*» les efforts menés par l'ONU et les Etats-Unis pour régler cette question ●

**La Turquie est vexée d'être exclue des plans d'ouverture de l'UE et attend toujours des aides bloquées par Athènes.**

M. S.

P B L I B E R A T I O N  
22/8/97